

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48

Excusés : 15

Absents : 17

REUNION DU 4 JUILLET 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI QUATRE JUILLET à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT JUIN DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme PERRON Christine, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BENAMMOUR Mérim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme COLLET Marie-Claude, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEYER Karine, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, M. SIBY Oussouf,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme DE CARVALHO Virginie, M. CHANTRELLE Laurent, Mme LAGNEAU Muriel, M. GESELL Quentin, M. RAMADIER Alain, Mme JAOUANI Amel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. CAHENZLI Denis, M. ATTIORI Olivier, M. HAN Bo, M. CANNAROSSO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. RAMADIER Alain, Mme YOUSSEF Mélissa,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LASTAPIS Michel, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Géraud, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles.

SECRETAIRE

DE SEANCE

M. Laurent CHANTRELLE

DELIBERATION N°113 – AMENAGEMENT - LE BLANC-MESNIL – ZAC GUSTAVE EIFFEL – APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) 2021, DE L'AVENANT N°17 A LA CONVENTION DE CONCESSION D'AMENAGEMENT ET DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE SUBVENTIONNEMENT

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Thierry MEIGNEN,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1523-2, L. 5219-5 IV et L. 5211-5 III,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 300-1 et L. 300-5,
Vu la loi n° 2015-991 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) du 7 août 2015,
Vu la délibération du conseil métropolitain de la Métropole du Grand Paris (MGP) en date du 8 décembre 2017 déclarant l'intérêt métropolitain en matière d'aménagement,
Vu la convention de concession d'aménagement de la zone d'activités de la Molette signée le 10 juillet 2001 dont les termes ont été approuvés par la délibération du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil en date du 14 juin 2001 avec SIDEC, aux droits de la laquelle est venu se substituer SEQUANO Aménagement, et ses avenants successifs,
Vu la délibération n°196 du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil du 29 septembre 2005 approuvant le dossier de création de la ZAC Gustave Eiffel,
Vu la délibération n°297 du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil du 23 novembre 2006 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Gustave Eiffel,
Vu la délibération n°98 du conseil de territoire de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol en date du 14 octobre 2019 et la délibération n°2019-10-23 du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil en date du 3 octobre 2019 approuvant la convention tripartite signée le 7 novembre 2019 portant sur le subventionnement des équipements publics de la ZAC Gustave Eiffel entre l'EPT Paris Terres d'Envol, la commune et SEQUANO Aménagement,
Vu le CRACL arrêté au 31 décembre 2021 établi par l'aménageur, en annexe à la présente,
Vu le projet d'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement, en annexe à la présente,
Vu le projet d'avenant n°2 à la convention tripartite de subventionnement, en annexe à la présente,
Vu le rapport de présentation,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220704-113-04-07-2022-DE
Date de télétransmission : 12/07/2022
Date de réception préfecture : 12/07/2022

Considérant que la réalisation de la concession est assurée par SEQUANO Aménagement,

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol s'est substitué depuis le 1er janvier 2018 en droits et obligations à la commune du Blanc-Mesnil comme concédant de la concession d'aménagement de la zone d'activités de la Molette,

Considérant qu'en application de l'article L. 1523-3 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, l'aménageur doit établir chaque année un compte rendu annuel à la collectivité Locale (CRACL),

Considérant que le CRACL présenté fait état de l'avancement physique, financier et administratif de cette opération à la date du 31 décembre 2021, ainsi que son échéancier prévisionnel,

Considérant que le CRACL présenté fait état d'un résultat prévisionnel excédentaire de 2 533 893 € HT en conséquence de la réalisation des cessions des derniers terrains propriétés de SEQUANO Aménagement réalisées au titre de l'exercice 2021,

Considérant que le montant que la commune du Blanc-Mesnil doit verser au coût de l'opération d'aménagement s'élève à 6 308 361,2 € HT a été entièrement versé à ce jour,

Considérant que l'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement a pour objet de prendre acte de la situation financière de l'opération d'aménagement pour modifier le montant total de la contribution financière de la commune du Blanc-Mesnil, faire évoluer les règles de répartition de l'excédent du bilan financier de l'opération et prévoir le versement d'un acompte à la commune du Blanc-Mesnil sur le dit excédent durant de l'exercice 2022,

Considérant que l'avenant n°2 à la convention tripartite de subventionnement a pour objet de prendre acte de la situation financière de l'opération d'aménagement pour diminuer le montant total de la contribution financière de la commune du Blanc-Mesnil et supprimer la participation de la commune du Blanc-Mesnil pour subvention des équipements publics restante à verser.

Après en avoir délibéré,

- **Approuve** le compte-rendu annuel à la collectivité locale arrêté au 31 décembre 2021, ci-annexé.
- **Approuve** l'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement de la zone d'activités de la Molette - ZAC Gustave Eiffel, ci-annexé.
- **Autorise** le Président à signer l'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement de la zone d'activités de la Molette- ZAC Gustave Eiffel.
- **Approuve** l'avenant n°2 à la convention tripartite de subventionnement, ci-annexé.
- **Autorise** le Président à signer l'avenant n°2 à la convention tripartite de subventionnement.
- **Dit** que cette délibération fera l'objet d'un affichage durant deux mois au siège de l'EPT et à l'Hôtel de Ville du Blanc-Mesnil.
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télerecours citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr

Adopté à l'unanimité

(61 voix pour, 2 abstentions : M. BELOUCHAT,
M. MIGNOT)


Le Président
Bruno BESCHIZZA